

MANTA

TCHAD (Août 1983 - Février 1986)



I - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'OPÉRATION

1-1 Type d'opération

Assistance militaire à un Etat africain auquel la France est liée par des accords¹ de défense.

1-2 Mandat

Evacuer les ressortissants français, fournir une assistance technique au profit de l'armée nationale tchadienne puis stopper les forces rebelles du Nord (GUNT²) de Goukouni Oueddei soutenu par la Libye qui tentent de renverser le président en exercice Hissen Habré.

1-3 Durée de l'opération

9 août 1983 - 11 novembre 1984

1-4 Zone ou pays concerné Tchad

1-5 Situation géopolitique

Hissen Habré exerce la présidence du Tchad depuis juin 1982. Homme de guerre, il s'affirme comme un redoutable tacticien parfaitement compétent en milieu saharien.

Les forces armées tchadiennes (FANT), créées en 1982, résultent de la fusion des forces armées du Nord (FAN) et d'une partie des forces armées du Tchad (FAT). Elles sont fortes de 19.000 hommes auxquelles s'ajoute la garde présidentielle (2.000 hommes). La valeur opérationnelle de ces unités est satisfaisante. En revanche, l'amalgame entre des personnels d'origines diverses, aux motivations différentes, n'est pas facile à réaliser.

1-6 Contexte de l'opération

Après une entrée en force en territoire tchadien provoquant la déroute des forces armées nationales tchadiennes (FANT), les troupes de Goukouni soutenues par l'armée libyenne occupent momentanément Abéché et menacent la capitale N'Djamena. La France déclenche, en juillet 1983,

¹ Accords de 1976

² Gouvernement d'union nationale qui coiffe huit mouvements opposés à H. Habré.

l'opération BERNACLE qui, à partir du Cameroun voisin, vise à permettre l'évacuation du Tchad des ressortissants français en cas d'aggravation de la situation. Dans le même temps, en dépit de quelques succès remportés sur le GUNT (reprise de Faya-Largeau), les FANT sont sévèrement mises en déroute par les Libyens. La décision des Etats-Unis d'Amérique de soutenir Hissen Habré, pour s'opposer à Khadafi, détermine la France à intervenir directement.

Règles d'engagement

Légitime défense et riposte à niveau.

Organisation du commandement

Le commandant des éléments français de l'opération MANTA (COMELEF/MANTA) assume le contrôle opérationnel. Il se tient en relation étroite avec l'ambassadeur de France.



Effectif moyen par armée

Ces effectifs ont évolué dans leur nombre et leur composition tout au long de l'opération. Les chiffres donnés ci-dessous sont ceux qui ont atteint le pic maximum, soit 3.500 hommes (janvier 1984).

Armée de terre: 3.200

Armée de l'air: 200

Marine: 100

Tous les personnels sont de carrière ou sous contrat.³



Corps d'appartenance

Etat-major de la force d'action rapide (EM/FAR), 9^{ème} DIMa, 31^{ème} Brigade, 11^{ème} DP, Brigade aéromobile, 13^{ème} RDP, 44^{ème} RT, 5^{ème} RHC

Matériels majeurs

12 chars AMX 10 RC, 41 automitrailleuses légères AML, 4 véhicules de l'avant blindé (VAB), 18 postes de tir AC MILAN, 12 SATCP, 1 station TRCT2, 2 stations TRCT1.

12 SA 330 Puma, 19 Gazelles (HOT+ canon), 3 avions L19, 2 avions NORD 2501.

2 radars légers de surveillance d'aérodrome SNERI, 1 section CROTALE, 1 radar SPARTIATE. 4 JAGUAR, 4 MIRAGE F1, 2 BREGUET ATLANTIC, 2 KC 135.

³ Hormis quelques VSL uniquement sur le site de N'Djamena

II - CHRONOLOGIE

2-1 Planification

En juillet 1983, déclenchement de l'opération BERNACLE (4^{ème} compagnie du 8^{ème} RPIMa) au Cameroun, puis le 5 août de l'opération ORQUE (déploiement des avions de combat en Centrafrique, au Gabon et au Tchad). Entre le 9 et le 12 août, déploiement du 1^{er} RPIMa. Le commandement des éléments français est confié initialement à son chef de corps, le COL Messana.

Phases de l'opération

1. phase : du 9 au 23 août 1983 : mise en place du dispositif et instruction des FANT. Le détachement MANTA, articulé autour du 1^{er} RPIMa, est d'abord divisé en deux éléments : le premier à N'Djamena et le second qui constitue le sous - groupement d'Abéché (*groupement Echo*). A partir du 15 août, mise en place du sous - groupement de Moussoro - Salal (*groupement Oscar*). Pendant cette période, l'arrivée de renforts successifs, venant des éléments français d'assistance opérationnelle (EFAO) et de France, portent les effectifs de MANTA à un millier d'hommes. Le 23 août le GBR Poli prend la tête de l'opération.

2. phase: du 2 septembre au 21 décembre: consolidation. 3. phase : janvier 1984 : crise Franco-Libyenne.

4. phase: février - 25 septembre : Désengagement et début de l'opération SILURE (25 septembre – 11 novembre 1984).

2-2 Montée en puissance

A partir de septembre, les tentatives des coalisés de franchir la «*ligne rouge*» (15° parallèle, Salal-Arada) se soldent par des échecs. Les moyens 3^{ème} dimension de l'aviation légère de l'armée de Terre (ALAT), d'acquisition du renseignement, d'artillerie et de blindés sont sensiblement augmentés et la mise en place du sous - groupement *Charlie* est réalisée avec une unité élémentaire (UE) provenant de Libreville. Si aucune opération militaire d'envergure n'est à mentionner, en revanche plusieurs attentats sont perpétrés à N'Djamena et dans le sud du pays.

2-3 Phase de déploiement

Alors qu'une importante phase diplomatique est en cours, le dispositif militaire de l'opération se stabilise. Au même moment, la Libye renforce son propre dispositif et incite Goukouni à relancer une action militaire contre les FANT (prise de Ziguéy en janvier 1984). La réaction française se traduit par une opération aérienne à Toro Doum (220 km au nord-est de Ziguéy) où la France perd un Jaguar abattu par un SAM 7. Le 27 janvier, la «*ligne rouge*» est avancée d'une centaine de kilomètres (16° parallèle) plus au nord et les effectifs français passent de 2.850 à 3.500 hommes. Les conditions d'ouverture du feu sont élargies et un nouveau concept d'emploi des groupements entre en vigueur.

2-4 Désengagement

Après l'affaire de Ziguey, le nouveau dispositif joue totalement son rôle dissuasif. Aucune action d'envergure⁴ des coalisés n'est à noter.

Alors que la tension Franco-Libyenne diminue, notamment parce que Khadafi est prêt à désengager ses troupes, la France annonce la fin de l'opération MANTA en septembre. L'opération de désengagement, baptisée SILURE, débute le 25 septembre et s'achève le 11 novembre 1984.

III - DISPOSITIF / DÉPLOIEMENT

3-1 Dispositif de l'opération

Le dispositif interarmées de l'opération MANTA est totalement regroupé au sud d'une ligne Salal-Arada, puis, à partir de janvier 1984, au sud du 16° parallèle. Il s'articule autour d'un élément central à **N'Djamena**, qui englobe le commandement et le soutien de l'opération ainsi que les forces d'action d'ensemble. Sur chacun des deux axes sud-nord du Tchad, un sous-groupement interarmes est posté en avant du dispositif. Cette organisation est ultérieurement complétée par un élément d'intervention baptisé *Charlie* (à Ati) en mesure d'agir au profit de l'un ou l'autre des sous-groupements *Echo* et *Oscar*.

Les éléments français d'assistance opérationnelle (EFAO) en République Centrafricaine (RCA) assurent le deuxième échelon de MANTA. Le COMELEF Bangui est adjoind logistique du COMELEF MANTA.

IV - BILAN DE L'OPÉRATION

4-1 Opérationnel

Essentiellement dissuasive, MANTA a été une réussite. C'est l'opération militaire extérieure la plus importante engagée par la France depuis la fin de la guerre d'Algérie. En dépit des difficultés rencontrées, elle a prouvé la capacité des forces armées françaises à être à la hauteur des objectifs fixés par le gouvernement. Plusieurs enseignements ont été tirés de cette opération:

- la nécessité de disposer, dès le déclenchement de l'opération, des moyens diversifiés d'acquisition du **renseignement dans la profondeur** (renseignement d'origine humaine ROHUM et renseignement d'origine électromagnétique ROEM).
- la qualité du **soutien**. Celle-ci est liée, en partie, à l'expérience tirée des autres opérations; elle a néanmoins souffert de quelques dysfonctionnements au niveau de la base logistique d'Istres où des retards importants dans l'acheminement des matériels ont parfois hypothéqué les flux de la maintenance. La **simplification du soutien** constitue un enseignement majeur tiré de cette

⁴ avril 84: les forces françaises enregistrent 9 tués et 6 blessés lors d'une opération de déminage et un pilote de jaguar décède dans un accident de vol.

opération. En outre les conditions de vie précaires dans les groupements ont mis en évidence le manque de moyens «vie» (douches de campagne, WC chimiques, climatisation) ;

- **l'adaptation des forces** à cet engagement a également bénéficié des enseignements tirés lors de la précédente opération (TACAUD), en particulier pour ce qui concerne l'emploi de l'ALAT, même si pour cette dernière le soutien opérationnel d'environ trente hélicoptères a engagé sérieusement le potentiel des régiments restés en France. L'emploi des Gazelles Canon, déployées pour la première fois sur un théâtre sahélien, s'est révélé particulièrement convaincant.
- **la qualité du personnel** qui provient majoritairement des unités professionnelles de la force d'action rapide (FAR) et qui possède une solide expérience des interventions en Afrique ainsi qu'une disponibilité immédiate permettant de faire face à différentes postures d'urgence.

Enfin, il ne faut pas négliger l'aide apportée aux populations, en particulier l'assistance médicale gratuite (38% de l'activité médicale du service de santé des armées (SSA)) dont l'impact psychologique sur les populations civiles reste très positif.



4-2 Pertes humaines 13 morts - 8 blessés.

4-3 Pertes matérielles 2 avions Jaguar.

4-4 Enseignements tirés

L'opération MANTA ainsi que son prolongement, l'opération de désengagement SILURE, s'inscrivent dans la liste relativement longue des interventions que la France a menées au Tchad depuis l'indépendance de ce pays en 1960. Elles marquent en quelque sorte une rupture avec les interventions des années 1970 et elles préfigurent à bien des égards les nouveaux concepts d'intervention qui voient leur aboutissement à la fin des années 80. Elle a mis en relief :

- le bien fondé de la création de la **FAR**. Créée en octobre 1983, cette grande unité se révèle très rapidement l'outil approprié pour la gestion de la crise tchadienne. Conjointement, MANTA confirme la nécessité de doter les forces d'assistance rapide d'équipements identiques à ceux des forces de manœuvre et adaptés aux conditions climatiques sévères du théâtre africain ;
- la nécessité du renseignement : le principal enseignement de MANTA est que les moyens de guerre électronique doivent impérativement accompagner et chaque fois que possible précéder tout engagement de moyens en intervention extérieure;
- l'obligation de disposer désormais d'une supériorité aérienne associée à des moyens antiaériens dissuasifs et à une couverture radar adaptée. Lors de cette opération l'interopérabilité a franchi un pas significatif. Conjointement, l'aéromobilité s'est avérée déterminante, qu'il s'agisse des missions de combat, de transport, de surveillance et de soutien logistique (évacuation sanitaire (EVASAN) notamment);
- les groupements tactiques interarmes, agissant en autonome, constituent le pion de base tactique parfaitement adapté aux conditions d'engagement en zone sahélienne;

- le soutien logistique, à plus de 5.000 kilomètres de la métropole d'une force allant « s'alourdisant », a représenté une performance et a montré la nécessité de s'assurer de la neutralité des pays riverains et de s'appuyer sur les ressources des forces prépositionnées ;
- les structures de soutien santé et matériel, particulièrement sollicitées doivent être légères, flexibles et servies par du personnel compétent.

Les principaux obstacles ont résidé dans:

- la lourdeur des **consignes d'ouverture du feu** (données par Paris) et l'influence des conditions climatiques locales sur le fonctionnement des missiles;
- l'insuffisance du renseignement dont les moyens de renseignement ont été mis en place tardivement;
- le défaut de capacités françaises de **transport aérien stratégique** s'est révélé fortement pénalisant;
- les lacunes de la chaîne logistique. L'absence sur le territoire de carburant pour réacteurs a notablement gêné le COMELEF pour ce qui concerne l'emploi de ses moyens aériens. L'absence d'engagement a parfois exacerbé les récriminations dans les domaines de l'alimentation et de la fourniture en eau potable.



V - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

5-1 Généralités

La République du Tchad est indépendante depuis 1960. Enclavée au cœur du continent africain, elle est frontalière avec six Etats⁵ dont la Libye, au nord, joue un rôle important dans la succession des crises qui secouent épisodiquement ce pays. Immense (1.284.000 km²), sous peuplé (cinq millions d'habitants en 1975) et très pauvre, son manque d'unité est évident. Le dualisme séculaire entre le sud et le nord, la «mosaïque ethnique et religieuse», restent la source de nombreux conflits ouverts ou latents. Le climat, les sols, les voies de communication, les guerres civiles endémiques et les ingérences étrangères constituent autant de facteurs défavorables qui placent le Tchad dans une situation de précarité constante et qui, en dépit de l'aide massive fournie par la France, ne parvient pas à sortir de son marasme. A l'été 1983, la coopération militaire consiste uniquement en une aide en matériel et en équipement. La langue officielle est le français, mais le sara au sud et l'arabe au nord demeurent les principales langues vernaculaires.

⁵ Libye, Soudan, Centrafrique, Nigeria, Cameroun, Niger.

OPÉRATION MANTA (AOÛT 1983 - FÉVRIER 1986)

